

[Text]

Col Buskard: That is the Backup Interceptor Control installation, which will be phased out as soon as the region operational control centre comes in at North Bay.

Senator Smith: My question is rather supplementary, I think, to something we have already been told, but which I would like to deal with further. I am referring to the warning system, and what happens thereafter from our point of view.

As I understand it, there are two separate kinds of attack that may be made—one by aircraft and the other by missile. With reference to aircraft, the early warning system, except on the east and west coast, should detect the imminence of an attack and give us up to 4 hours' notice of it. I understood—perhaps incorrectly—that in such a case, although a general alert would be at once put into effect through the whole of the NORAD forces, and I have forgotten the word that was used in this connection, no release of aircraft—well, it will not be aircraft—would be made unless there was agreement at the highest political level in the two countries. That prompts me to wonder what arrangements there are for making sure that the highest political authorities in both countries are either readily available, so that there is no time lost in communicating with them, or that someone authorized to act in their stead can be contacted. I understand that the services can be taken care of by a system of duty officers, and the fact that there is always a senior officer available to exercise the commander's authority; but how do we manage to ensure that that is so in the civilian area, in order to obtain the release, if that seems to be in order, of the necessary forces without undue delay?

Adm Allan: In answer to the first part of your question, on the bomber, our radar surveillance system now can be breached either by low-flying—that is, they can go under—or by super-high-flying—bombers flying above it. That is the first consideration. The second consideration is that the civilian organization for immediate response to these alerts is just as complex as the military one, through a system of acting prime ministers, and so on. There is a method of delegation of responsibility for communication links to cover these circumstances.

Cmdre Edwards: Mr. Chairman, on the consultation process I think you will appreciate that it is very difficult. We would be hard pressed to ask the Prime Minister to come over and play one of our NORAD alert games, so we try to cover that by briefing the Privy Council Office. The Prime Minister gets a briefing periodically. The last one was about four months ago, on the NATO consultation procedures, what would be expected of him in the event of certain things happening, and so on. We practise this periodically. We have exercises with NORAD, and we play all the parts. Admittedly, that is difficult. We get someone from the Privy Council Office, and he tries to make the decisions the Prime Minister would make, but I agree with you that that could be a very difficult problem. It is difficult to get the right kind of people to play. I submit that when the bombers are on their way is no time to start educating people. It is a problem, but we think we are

[Traduction]

Col Buskard: Ce sont les installations de commandement de l'interception d'appui qui seront démantelées progressivement dès que le centre de contrôle opérationnel régional entrera en service à North Bay.

Le sénateur Smith: Ma question découle d'une réponse que nous avons eue précédemment. Mais j'aimerais des précisions. Il s'agit des réseaux d'alerte et de ce qui arrivera en cas d'alerte du point de vue canadien.

Comme je le vois, nous pouvons avoir à faire face à deux types d'attaque: une attaque par avion et une attaque par missile. Pour ce qui est de l'attaque par avion, le réseau de pré-alerte, devrait déceler l'attaque si elle ne vient pas des côtes est ou ouest, et nous donner quatre heures de préavis. De votre réponse, j'ai compris, peut-être à tort, qu'en une telle situation, bien qu'une alerte générale serait déclenchée immédiatement dans toutes les forces du NORAD—j'ai oublié le mot de passe que vous avez utilisé, était-ce «pas de décollage d'avions», et malgré que ce ne sont pas des avions—je disais donc que l'alerte ne serait pas donnée à moins d'entente aux plus hauts niveaux politiques des deux pays. Ce qui m'amène à me demander quelles dispositions sont prises pour communiquer rapidement avec les plus hautes instances des deux pays, afin de ne pas perdre de temps, ou a-t-on délégué des pouvoirs en faveur d'une personne qui peut être rejointe facilement? Je sais que les services devraient être assurés par un réseau d'officiers en fonction et c'est un fait qu'il y a toujours un officier supérieur auquel le commandant délègue son autorité; comment pouvons-nous être sûrs que la même chose se produit du côté des civils et, que les forces nécessaires seront en place rapidement?

Adm Allan: Pour répondre à la première partie de votre question sur les bombardiers, notre réseau de surveillance radar ne peut détecter les avions volant à basse altitude, ni les avions volant à très haute altitude. C'est la première chose dont nous devons tenir compte. Pour ce qui est de la deuxième partie de votre question, portant sur l'organisation civile, le réseau civil de réaction immédiate à ces alertes est tout aussi complexe que le réseau militaire, avec un premier ministre suppléant et tout le reste. Il y a une méthode de délégation de pouvoirs pour ce qui est des liens de communication dans ces circonstances.

Cmdre Edwards: Monsieur le président, à propos du processus de consultation, je crois que vous pouvez saisir la difficulté de la question. Nous serions bien embêtés de demander au premier ministre de participer à un de nos jeux d'alerte NORAD; alors nous essayons de surpasser ces difficultés en informant le Bureau du Conseil Privé. Le premier ministre est informé périodiquement. La dernière séance d'information s'est déroulée il y a environ quatre mois et portait sur les formalités de consultation de l'OTAN, sur ce que le premier ministre devrait faire dans certaines situations et ainsi de suite. Nous nous entraînons régulièrement. Nous faisons nos exercices avec l'organisation du NORAD où nous jouons tous les rôles. Bien sûr, c'est difficile. Un représentant du Bureau du Conseil privé vient assister à nos réunions et il essaie de prendre les décisions que prendrait le premier ministre, mais, je conviens avec vous que c'est quand même une question très